



DG&1/BE

Rapport National

Sur la mise en œuvre du *Programme d'Action* des Nations Unies
en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects et de l'*Instrument
International* visant à permettre aux Etats de procéder
à l'Identification et au Traçage Rapides et Fiables
des Armes Légères et de Petit Calibre.

Le 22.01.2010

Introduction:

1. Le présent rapport national a trait à la mise en œuvre du Programme d'Action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument International visant à permettre aux Etats de procéder à l'Identification et au Traçage Rapides et Fiables des Armes Légères et de Petit Calibre, adoptés, respectivement, en Juillet 2001 et en Décembre 2005, conformément aux résolutions y afférentes de l'Assemblée Générale des Nations Unies.
2. Ce rapport national, cinquième du genre, est soumis au Bureau des Affaires de Désarmement de l'ONU, en réponse à la résolution A/RES/64/50 adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 2 Décembre 2009 et portant sur "Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects".
3. La prolifération des armes légères et son impact fatal sur la paix, la stabilité et le développement humain constituent une menace sérieuse pour la sécurité, aussi bien sur le plan national et régional qu'international.
4. La disponibilité des armes légères et leur usage incontrôlés rendent les conflits plus meurtriers et facilitent la perpétration d'actes criminels. Elles alimentent une culture de représailles et une recrudescence de la violence à l'échelle planétaire. Outre le lourd tribut humain qu'elles imposent, ces armes nuisent au développement et mettent en péril la vie des populations civiles.
5. Le Maroc est particulièrement préoccupé par la quantité énorme d'armes légères qui circule en Afrique et franchit librement les frontières, ébranlant ainsi sa stabilité et son équilibre vulnérable et enfonçant davantage sa paupérisation.
6. Pour le Maroc, la question des armes légères est intimement liée à la crise sécuritaire dont souffre le continent africain. La disponibilité des armes légères contribue, largement, à l'amplification de l'instabilité et compromet les efforts de consolidation de la paix.
7. Dans ce contexte, le Maroc considère que toute politique internationale de maîtrise du phénomène reste tributaire d'un système permettant l'identification précise des Armes. C'est dans cet esprit que le Maroc s'est activement impliqué dans la dynamique internationale notamment dans le cadre du Groupe de travail de l'Assemblée Générale de l'ONU ayant permis l'adoption d'un Instrument International sur le traçage et le marquage des armes légères et, également, à travers ses contributions et soutiens apportés aux différentes initiatives internationales et régionales qui concernent aussi bien le contrôle des transferts que les activités de courtage illicites de ces armes.
8. Le présent rapport fait état du cadre réglementaire et juridique régissant les armes légères ainsi que les différentes actions menées par le Gouvernement marocain pour la mise en œuvre du Programme d'Action et de l'Instrument International précités. Il relate, en outre, la politique gouvernementale en faveur du désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR).

1. Point de contact National / Organe de coordination nationale:

- **Le Ministère de l'Intérieur:**
 - Direction de la Coopération Internationale.
- **Prénom et Nom du responsable** : M. Jamal EL HADARY
- **Fonction** : Chef de Division
- **Tél** : (B) +212 537 21 41 76
(Mob) +212 661865559
- **Fax** : +212 537 76 19 16
- **E-Mail** : jamalhadary@yahoo.fr
- **Date de création de ce point de contact** : 2001.

2. Dates de présentation des rapports nationaux: 2003-2005-2006-2008-2009

3. Date du dernier rapport: 30.06.2009

4. Législation, réglementation et procédures administratives:

→ Cadre juridique général :

Au Maroc, les armes et les munitions sont régies par la législation suivante:

- Le Dahir du 11 Mars 1936 portant prohibition de l'importation, de l'exportation, du transit et du transbordement du matériel de guerre (ce matériel est explicitement défini par types et catégories en annexe de ce Dahir) ;
- Le Dahir du 31 Mars 1937, réglementant l'importation, le commerce, le port, la détention et le dépôt d'armes et de munitions, tel qu'il a été complété et modifié par les Dahir du 26 Mai 1939, 8 Juillet 1941, 19 Février 1949, 18 Septembre 1954 et 3 Septembre 1955 et 15 avril 1957 ;
- Le Dahir n°1-58-286 du 2 Septembre 1958, sur la répression des infractions à la législation relative aux armes, munitions et engins explosifs ;
- Le Dahir n° 1-03-140, en date du 28 Mai 2003, portant promulgation de la Loi n°03-03 relative à la lutte contre le terrorisme, notamment, l'article 218-1 sur la production, la possession, le transport ou l'utilisation des armes et des explosifs ;
- Les articles 26-5, 129, 168, 171, 181, 202, 203, 218-1, 231-6, 295, 303, 303 Bis, 331, 401, 407, 574-2 et 609 du Code pénal;
- Le Dahir portant loi n°1-77-339 du 09-10-1977 formant le Code des Douanes tel que modifié et complété, notamment, ses Articles concernant les prohibitions (23 et 115) ainsi que ceux réglementant le contrôle et la surveillance douaniers des frontières qui permet aux autorités compétentes de prévenir tout trafic illicite d'armes, de munitions ou d'explosifs dans le territoire marocain;
- Les dispositions des Articles 46, 142, 143, 154, 160, 165, 166, 167, 168, 169, 172, 173 et 183 du code de justice militaire, en vigueur dans les Forces Armées Royales traitant des questions similaires ;
- Les Articles 56, 57, 108 et 171 du Code de procédure pénale ;
- La Circulaire n°10-58/SGG/CAB du 4 Février 1958, émanant du Président du Conseil fixant la compétence matérielle de la Sûreté Nationale, notamment, en matière de police judiciaire;

- La procédure, nouvellement, actualisée relative aux modalités d'importation, d'exportation, de transit et de transbordement par voie aérienne d'armes à feu, de munitions ainsi que des matières et/ou explosifs et fissiles, telle qu'elle a été, récemment, arrêtée de concert avec les représentants du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de l'Équipement et du Transport, de la Direction Générale de la Sûreté Nationale(DGSN), de la Gendarmerie Royale, de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, de la Royal Air Maroc(RAM) et de l'Office National des Aéroports(ONDA). Ladite procédure traite, également, du survol de l'espace aérien national du fret contenant les produits susvisés.

Les explosifs sont régis par la législation suivante :

- Le Dahir du 14 Avril 1914, tel que modifié par les Dahir du 14 Mars 1933, 09 Mai 1936, 24 Janvier 1940, et 30 Janvier 1954;
- Le Dahir n°1-58-286 du 2 Septembre 1958, sur la répression des infractions à la législation relative aux armes, munitions et engins explosifs ;
- Le Dahir du 30 Janvier 1954 portant sur le contrôle des engins explosifs;
- La circulaire conjointe n°2367 du 12 Avril 2004 des Ministères de l'Intérieur et de l'Energie et des Mines, modifiée par la circulaire conjointe n° 4546 du 21.07.2006.

→ **Le Port et la détention d'armes (Dahir du 31 Mars 1937):**

Le port et la détention d'armes sont soumis aux restrictions suivantes:

- L'exigence d'un permis de port d'armes pour toute personne devant porter une arme, apparente ou non. Ce permis, qui est strictement personnel, révocable et renouvelable, annuellement, ne peut être accordé aux mineurs entre 17 et 21 ans, que pour des armes de chasse et sur demande de leur représentant légal;
- L'exigence d'un permis spécial pour les armes autres que de chasse, spécifiant la nature et les caractéristiques de l'arme ;
- L'obligation pour toute personne pénétrant au territoire marocain, munie d'une arme, de se conformer, dès son arrivée, aux dispositions légales prévues. Cette obligation concerne aussi bien les dispositions légales que réglementaires (notamment l'obligation du dépôt de la déclaration en douane et la production de l'autorisation requise en la matière);
- L'interdiction de détention d'armes à domicile, aux personnes non munies de permis de port d'armes, ou à défaut, d'une autorisation spéciale, dite permis de détention d'armes à domicile, qui spécifie le nombre et la nature des armes que son titulaire est autorisé à détenir ;
- L'obligation pour tout détenteur d'un permis de port ou de détention d'armes non apparentes qui s'absente temporairement du Royaume, pour un délai supérieur à un mois, de déposer, avant son départ, les armes dont il est régulièrement détenteur auprès des services de la Sûreté Nationale ou de la Gendarmerie Royale ou, à défaut, auprès de l'autorité locale de contrôle ;
- L'exclusion du droit d'avoir en dépôt, de porter ou de détenir des armes des individus condamnés pour crime de droit commun, les individus condamnés pour délit à une peine d'emprisonnement supérieur à un an, les interdits et les mineurs de moins de 17 ans ;
- L'astreinte des personnes qui, en raison de leur qualité ou de leurs fonctions, doivent posséder des armes réglementaires, à ne pas les porter en dehors des nécessités de service ou des cas prévus par les règlements en vigueur.

→ **Le Commerce d'armes :**

- Le commerce des armes de guerre est interdit.
- Le commerce des armes autres que les armes de guerre est subordonné à la délivrance d'une licence par le Directeur Général de la Sécurité Nationale.

→ **Le stockage :**

- Les dépôts d'armes et de munitions sont définis, respectivement, comme la détention groupée et permanente, dans les mêmes locaux, de plus de trois armes et de plus de 500 cartouches ou de fournitures que nécessite leur fabrication.
- Il est interdit aux particuliers non autorisés à en faire le commerce, de constituer un dépôt d'armes ou de munitions.
- Les caractéristiques et les quantités des armes et des munitions autorisées au stockage sont clairement définies.

→ **L'importation :**

- L'importation des armes de guerre est formellement interdite ;
- Les armes de chasse et leur munitions peuvent être importées après obtention d'une licence délivrée par la Direction Générale de la Sécurité Nationale ;
- La délivrance de la licence d'importation des armes et des munitions nécessite des conditions et des documents très précis ;
- Les caractéristiques et les quantités des armes et des munitions autorisées à l'importation sont clairement spécifiées ;
- L'importation doit obligatoirement être effectuée à travers les bureaux de douane des postes frontières après accomplissement des formalités requises, notamment, la production de l'autorisation de la Direction Générale de la Sécurité Nationale ou de ses services locaux.
- En cas de litige, notamment en cas d'absence de permis requis pour le port d'une arme, l'arme importée est prise en charge en stock par les services de la Royal Air Maroc puis par les services de douane

→ **Le traçage :**

Les armuriers autorisés sont soumis aux obligations suivantes:

- L'obligation de tenue d'un registre spécial des importations d'armes et des munitions, coté, paraphé par les services des douanes, et qui devra être présenté à toute réquisition ;
- L'obligation de la tenue d'un registre d'entrée et de sortie des armes et d'un registre d'entrée et de sortie des munitions, coté et paraphé par les autorités compétentes et mentionnant la description des armes ou munitions vendues (calibre, numéro et marque de fabrique), les nom et domicile de l'acheteur, le numéro et la date des permis de port ou de détention d'armes, ou les références de la licence de vente, s'il s'agit d'un débitant d'armes ;
- L'interdiction de la vente ou cession gratuites d'armes ou munitions sans la production, par l'acheteur ou le cessionnaire, de son permis de port ou de détention d'armes ;
- L'obligation pour les particuliers, de la restitution, à l'Administration, du permis afférent à leur arme, en cas de vente ;
- La nécessité du respect des conditions requises pour le transport des munitions et la possession des documents relatifs à cet effet.

→ **Le courtage :**

- L'interdiction aux détenteurs de licence de vente en gros d'armes et de munitions, de vendre à des personnes autres que les débiteurs d'armes autorisés ;
- Les sociétés importatrices agréées sont soumises à un contrôle rigoureux de la part des autorités administratives et des services des douanes.

→ **Le contrôle douanier:**

- L'Administration des Douanes et Impôts Indirects, très sensible à ce sujet, ne ménage aucun effort pour renforcer ses capacités dans l'objectif de contribuer à la sécurisation de la chaîne logistique internationale en identifiant des armes et explosifs dans le fret ou les bagages des passagers;
- Le contrôle douanier, focalisé principalement sur les marchandises, est doublé d'un contrôle sécuritaire et de sûreté dicté par la conjoncture internationale, lequel contrôle est opéré au moyen des nouvelles technologies de scannage par rayons, en coordination avec les autres corps chargés de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile;

→ **Les infractions pénales :**

- Les Articles 22 à 34 du Dahir 31 Mars 1937 indiquent les sanctions encourues par les contrevenants aux différentes dispositions sur le port d'armes. Ces sanctions peuvent porter sur des peines d'emprisonnement de durées variables allant jusqu'à deux années avec paiement d'amende; les versements d'amendes seules, la confiscation des armes et / ou le retrait temporaire ou définitif de la licence d'importation ou de vente d'armes et de munitions ;
- L'article 218-6 de la Loi Antiterroriste n°03-03 prévoit des peines privatives de liberté d'une durée allant de 10 à 20 ans de prison pour «quiconque sciemment fournit à une personne auteur ou co-auteur ou complice d'un acte terroriste, soit des armes, munitions ou instrument de l'infraction...» ;
- Le Code pénal prévoit des peines privatives de liberté d'une durée allant de 5 à 20 ans, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines encourues pour crime d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, pour toute violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans ce domaine. Il restreint la compétence judiciaire pour ce type d'infractions au seul tribunal militaire;
- Les Articles 42, 43, 44, 44-1 et 89 du Code pénal en tant que mesures préventives ou sanctions supplémentaires pouvant être prises par le Tribunal;
- Les dispositions du Code de Douanes de 1977, répriment les importations ou les exportations sans déclaration ou autorisation.

→ **La saisie et la destruction des armes illicites :**

- Les mesures afférentes à la destruction des armements de petit calibre déclassés sont, régulièrement, prises au sein des Forces Armées Royales ;
- Depuis l'année 2004, les unités de la Gendarmerie Royale ont saisi 1026 armes à feu de différents types et calibres pour divers motifs. Elles ont été remises aux juridictions compétentes conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.

5. Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) :

Le Maroc contribue, dans le cadre de l'ONU, au maintien et à la consolidation de la paix. A cet effet, le Maroc:

- Participe actuellement à deux opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire (le contingent des Forces Armées Royales participant à l'ONUCI est déployé à Donékoué) et en République Démocratique du Congo (le contingent des Forces Armées Royales est déployé à Itury).
- A été élu, le 19 décembre 2008, en tant que membre de la Commission de Consolidation de la Paix (CCP) pour un mandat de deux ans.

6. Mesures régionales :

→ Instruments régionaux :

- La Convention Arabe pour La lutte contre le Terrorisme (30 Août 2001) ;
- La Convention Arabe de Coopération Judiciaire (Riyad) (14 Novembre 1986);
- Les Conventions Bilatérales, signées entre le Maroc et les pays arabes, européens, africains, asiatiques et américains ;
- Le Mémoire d'Accord (DPKO/MONUC/MOR) du 21 Novembre 2003 et les accords subséquents, relatif à la participation des Forces Armées Royales Marocaines à la MONUC en République Démocratique du Congo ;
- Le Mémoire d'accord (DPKO/UNOCI/MOR/21) du 12 Novembre 2005, relatif à la participation des Forces Armées Royales marocaines à l'UNOCI en Côte d'Ivoire.

→ Coopération douanière:

Au Maroc, il n'existe pas de coopération douanière spécifique aux armes légères. Toutefois, le Maroc a conclu des accords d'assistance mutuelle administrative et technique qui ont pour objet la prévention, la recherche et la répression des infractions douanières portant sur toutes sortes de marchandises; les armes légères et les munitions étant considérées, au regard de la douane, comme étant des marchandises.

7. Mesures internationales:

→ Appui et coopération avec l'ONU :

- Le Maroc a coparrainé la résolution 58/241 intitulée «*Le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*», adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 23 Décembre 2003;
- Le Maroc a été désigné Vice- Président du Groupe de travail, mis en place par la résolution 58/241 de l'Assemblée Générale de l'ONU, chargé de négocier un *Instrument International permettant aux États d'identifier et de tracer les armes légères en temps voulu et de manière fiable*;
- Le 25 Octobre 2004, le Maroc a présenté une note sur les mesures qu'il a prises pour l'application de l'embargo sur les armes à destination de la République Démocratique du Congo, en application de la résolution 1493 (2003) du Conseil de Sécurité de l'ONU.
- Le Maroc a coparrainé la résolution A/RES/64/30 intitulée «*d'Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre*» adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 2 décembre 2009.

→ Echange d'informations :

Le Maroc a soumis différents rapports en application des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies;

- Un rapport au Comité 1540 (Résolution 1540 en date du 28 Avril 2004 avec des mises à jour en septembre 2005 et décembre 2008);
- Quatre rapports au Comité contre le Terrorisme au titre de la Résolution 1373 (2001-2002-2003-2004) ainsi qu'un rapport un complément d'informations en application de la résolution 1624 en 2006;
- Un rapport au Comité 1267 (Résolution 1267 en date du 15 Octobre 1999);
- Des informations au Comité 1267 (Résolution 1526 du 15 Janvier 2004);

➔ **Instruments Internationaux contre le Terrorisme et le Crime Organisé:**

- Le Maroc a ratifié les Conventions ayant un lien direct avec le terrorisme, la ratification des deux restantes étant dans sa phase finale:
 - La Convention relative aux infractions et à certains actes survenant à bord des aéronefs (24 Octobre 1975) ;
 - La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (24 Octobre 1975) ;
 - La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (24 Octobre 1975) ;
 - La Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection (19 Mars 1999) ;
 - Le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale (13 Novembre 2001) ;
 - La Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (9 Janvier 2001) ;
 - La Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (13 Novembre 2001) ;
 - Le protocole pour la répression d'actes illicite contre la sécurité des plates formes fixes situées sur le plateau continental (13 Novembre 2001)
 - La Convention sur la protection physique des matières nucléaires (23 Juillet 2002) ;
 - La Convention internationale pour la répression de financement du terrorisme (23 Juillet 2002) ;
 - La Convention internationale contre la prise d'otages (Juin 2007) ;
 - La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (Juin 2007).
- Le Maroc a ratifié les Conventions en relation avec le crime organisé ci-après:
 - La Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale (23 Juillet 2002) ;
 - La Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des Substances Psychotropes (9 Octobre 1992) ;
 - La Convention unique sur les Stupéfiants de 1961 (22 octobre 1966) et son Protocole de 1972 (29 Janvier 2002) ;
 - La Convention des Nations Unies pour la Lutte contre le Crime Organisé Transnational;
 - La Convention des Nations Unies contre la corruption (ratifiée le 09 Mai 2007).

Annexe: Relevé des textes juridiques régissant ce type d'armes et les dispositions du code pénale y afférentes (en langue arabe).

المملكة المغربية

القوانين الخاصة وفصول القانون الجنائي المنظمة للأسلحة الخفيفة

عرف المشرع المغربي السلاح في الفصل 303 من القانون الجنائي الذي ورد فيه أنه يعد سلاحا جميع الأسلحة النارية والمتفجرات وجميع الأجهزة والأدوات أو الأشياء الواخزة أو الراضرة أو القاطعة أو الخانقة، ومنع منعا كليا الحيازة والاتجار في الأسلحة الحربية، بينما أخضع استيراد باقي الأسلحة وذخيرتها لإجراءات إدارية لضبط التعامل فيها حتى يتم استعمالها في الأغراض المخصصة لها، وقد نظم استيرادها وحيازتها والاتجار فيها في مجموعة من القوانين الخاصة وهي:

- ظهير 14 أبريل 1914 المتعلق باستيراد والتداول والاتجار في المتفجرات والذي تم تغييره وتتميمه بواسطة ظهير 14 مارس 1933 و 9 ماي 1936 و 24 يناير 1940 و 30 يناير 1954 ؛

- ظهير 11 مارس 1936 المتعلق بمنع التصدير والاستيراد المؤقت وشحن العتاد البحري ؛

- ظهير 31 مارس 1937 المنظم للاستيراد والاتجار في الأسلحة وذخيرتها وتخزينها ؛

- قرار وزاري صادر في 24 يناير 1940 المغير للقرار الوزاري الصادر في 2 يناير 1932 المنظم لاستعمال المتفجرات في المقالع والموائى ؛

- ظهير 30 يناير 1954 المتعلق بمراقبة استعمال المتفجرات ؛

- ظهير 2 شتنبر 1958 المتعلق بزجر مخالفات التشريع الخاص بالأسلحة والذخيرة والمواد المتفجرة.

أما القانون الجنائي فقد عرف السلاح في الفصل 303 وعاقب على حيازته بدون مبرر مشروع في الفصل 303 مكرر واعتبره ظرفا مشددا في العديد من الجرائم المنصوص عليها في الفصول الآتية :

الفصل 169

الاعتداء الذي يكون الغرض منه إما القضاء على النظام أو إقامة نظام آخر مكانه أو تغيير الترتيب لوراثة العرش، وإما دفع الناس إلى حمل السلاح ضد سلطة الملك يعاقب عليه بالسجن المؤبد.

الفصل 181 (الفقرة 1)

يؤاخذ بجناية الخيانة، ويعاقب بالإعدام، كل مغربي ارتكب، في وقت السلم أو في وقت الحرب، أحد الأفعال الآتية:

1 - حمل السلاح ضد المغرب.

.....

الفصل 201

يؤاخذ بجناية المس بسلامة الدولة الداخلية، ويعاقب بالإعدام من ارتكب اعتداء الغرض منه إما إثارة حرب أهلية بتسليح فريق من السكان أو دفعهم إلى التسليح ضد فريق آخر وإما بإحداث التخريب والتقتيل والنهب في دوار أو منطقة أو أكثر.

ويعاقب بالسجن من خمس إلى عشرين سنة من دبر مؤامرة لهذا الغرض إذا تبعها ارتكاب عمل أو الشروع فيه لإعداد تنفيذها.

أما إذا لم يتبع تدبير المؤامرة ارتكاب عمل ولا الشروع فيه لإعداد التنفيذ، فإن العقوبة تكون الحبس من سنة إلى خمس سنوات.

ويعاقب بالحبس من ستة شهور إلى ثلاث سنوات من دعا إلى تدبير مؤامرة ولم تقبل دعوته.

الفصل 202 (الفقرة 4)

يؤاخذ بجناية المس بسلامة الدولة الداخلية، ويعاقب بالإعدام:

4 - من قام بدون أمر أو إذن من السلطة الشرعية بتأليف فرق مسلحة أو أمر بتأليفها أو قام باستخدام أو تجنيد جنود أو أمر بذلك أو أمددهم أو زودهم بأسلحة أو ذخائر.

الفصل 203

يؤاخذ بجناية المس بالسلامة الداخلية للدولة، ويعاقب بالإعدام كل من ترأس عصابة مسلحة أو تولى فيها وظيفة أو قيادة ما، وذلك إما بقصد الاستيلاء على أموال عامة، وإما بقصد اكتساح عقارات أو أملاك أو ساحات أو مدن أو حصون أو مراكز أو مخازن أو مستودعات أو موانئ أو سفن أو مراكب، مملوكة للدولة، وإما بقصد نهب أو اقتسام الممتلكات العامة سواء كانت قومية أو مملوكة لفئة من المواطنين وإما بقصد الهجوم على القوات العمومية العاملة ضد مرتكبي تلك الجنايات أو مقاومتها.

وتطبق نفس العقوبة على من تولى تسيير العصابة الثائرة أو تأليفها أو أمر بتأليفها، أو قام بتنظيمها أو أمر بتنظيمها، أو زودها أو أمددها عمدا وعن علم بأسلحة أو ذخيرة أو أدوات الجناية أو بعث لها بإمدادات من المؤن أو قدم مساعدة بأي وسيلة أخرى إلى مسيري العصابة أو قوادها.

الفصل 208

من كان على علم بأغراض وطبيعة العصابات المسلحة المشار إليها في الفصول 171 و203 و205، وقدم لها، باختياره وبدون أي إكراه، مسكنا أو مكانا للالتجاء أو التجمع يعاقب بالسجن من خمس سنوات إلى عشر.

الفصل 1-218 (الفقرة 6)

تعتبر الجرائم الآتية أفعالا إرهابية، إذا كانت لها علاقة عمدا بمشروع فردي أو جماعي يهدف إلى المس الخطير بالنظام العام بواسطة التخويف أو التهيب أو العنف:

6 - صنع أو حيازة أو نقل أو ترويج أو استعمال الأسلحة أو المتفجرات أو الذخيرة خلافا لأحكام القانون؛

الفصل 3-231

دون الإخلال بالعقوبات الأشد، يعاقب بالسجن من عشر إلى عشرين سنة وغرامة من 20.000 إلى 50.000 درهم إذا ارتكب التعذيب :

- ضد قاض أو عون من أعوان القوة العمومية أو موظف عمومي أثناء ممارسته لمهامه أو بمناسبة ممارسته لها؛
- ضد شاهد أو ضحية أو طرف مدني بسبب إدلائه بتصريح أو لتقديمه شكاية أو لإقامته دعوى أو للحيلولة دون القيام بذلك؛
- من طرف مجموعة من الأشخاص بصفتهم فاعلين أو مشاركين؛
- مع سبق الإصرار أو باستعمال السلاح أو التهديد به.

الفصل 5-231

دون الإخلال بالعقوبات الأشد، إذا نتج عن التعذيب فقد عضو أو بتره أو الحرمان من منفعته أو عمى أو عور أو أي عاهة دائمة أخرى فإن العقوبة تكون السجن من عشر إلى عشرين سنة.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو استعمال السلاح تكون العقوبة السجن من عشرين إلى ثلاثين سنة.

الفصل 6-231

دون الإخلال بالعقوبات الأشد، كل تعذيب نتج عنه موت دون نية إحداثه يعاقب عليه بالسجن من عشرين إلى ثلاثين سنة.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو استعمال السلاح تكون العقوبة السجن المؤبد.

الفصل 295

في غير حالات المشاركة المنصوص عليها في الفصل 129 يعاقب بالسجن من خمس إلى عشر سنوات، كل شخص يقدم عمدا وعن علم للمساهمين في العصابة أو الاتفاق إما أسلحة أو ذخائر أو أدوات تنفيذ الجناية، وإما مساعدات نقدية أو وسائل تعيش أو تراسل أو نقل، وإما مكانا للاجتماع أو السكن أو الاختباء وكذلك كل من يعينهم على التصرف فيما حصلوا عليه بأعمالهم الإجرامية وكل من يقدم لهم مساعدة بأية صورة أخرى.

ومع ذلك، يجوز لقضاء الحكم أن يعفي من العقوبة المقررة الأقارب والأصهار إلى غاية الدرجة الرابعة لأحد المساهمين في العصابة أو الاتفاق إذا قدموا له مسكنا أو وسائل تعيش شخصية فقط.

الفصل 301

إذا وقعت جريمة العصيان من شخص أو شخصين فعقوبة الحبس من شهر إلى سنة والغرامة من ستين إلى مائة درهم. فإذا كان مرتكب الجريمة أو أحد مرتكبيها مسلحا، فإن الحبس يكون من ثلاثة أشهر إلى سنتين والغرامة من مائة إلى خمسمائة درهم.

الفصل 302

جريمة العصيان التي تقع من أكثر من شخصين مجتمعين يعاقب عليها بالحبس من سنة إلى ثلاث سنوات وغرامة من مائة إلى ألف درهم. ويكون الحبس من سنتين إلى خمس والغرامة من مائة إلى ألف درهم إذا كان في الاجتماع أكثر من شخصين يحملون أسلحة ظاهرة.

أما إذا وجد أحد الأشخاص حاملا لسلاح غير ظاهر، فإن العقوبة المقررة في الفقرة السابقة تطبق عليه وحده.

الفصل 303

يعد سلاحا في تطبيق هذا القانون، جميع الأسلحة النارية والمتفجرات وجميع الأجهزة والأدوات أو الأشياء الواخزة أو الرافضة أو القاطعة أو الخانقة.

الفصل 303 مكرر

دون الإخلال بالعقوبات المقررة في حالة خرق النصوص المتعلقة بالأسلحة والعتاد والأدوات المفرقة، يعاقب بالحبس من شهر إلى سنة وبالغرامة من 1200 إلى 5000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط، كل من ضبط في ظروف تشكل تهديدا للأمن العام أو لسلامة الأشخاص أو الأموال وهو يحمل جهازا أو أداة أو شيئا واخزا أو راضا أو قاطعا أو خانقا، ما لم يكن ذلك بسبب نشاطه المهني أو لسبب مشروع.

الفصل 312

يعتبر مرتكبا لجريمة التواطؤ على الهروب ويعاقب بالحبس من سنتين إلى خمس كل شخص ممن أشير إليهم في الفصل السابق، مكن أو ساعد على هروب أحد المسجونين أو حاول ذلك، ولو بغير علم السجين، بل ولو لم يقع الهروب فعلا أو محاولته من طرف السجين، وتطبق نفس العقوبة ولو كانت المساعدة على الهروب قد وقعت فقط بعمل سلبى متعمد.

ويمكن أن تصل العقوبة إلى الضعف إذا كانت المساعدة قد تضمنت التزويد بسلاح.

وفي جميع الحالات يجب، علاوة على ذلك، أن يحكم على مرتكب الجريمة بالحرمان من مباشرة جميع الوظائف أو الخدمات العامة مدة لا تتجاوز عشر سنين.

الفصل 313

يعاقب بالحبس من شهر واحد إلى ستة أشهر وبالغرامة من مائة وعشرين إلى خمسمائة درهم، كل شخص غير من أشير إليهم في الفصل 311 مكن أو سهل هروبا أو حاول ذلك ولو لم يتحقق الهروب.

وإذا حصلت رشوة الحراس أو تواطؤ معهم فإن الحبس يكون من ستة أشهر إلى سنتين والغرامة من مائتين وخمسين إلى ألف درهم.

وإذا حصلت المساعدة على الهروب بواسطة التزويد بالسلاح، فإن الحبس يكون من سنتين إلى خمس والغرامة من مائتين وخمسين إلى ألفي درهم.

الفصل 331

يعاقب بالحبس من سنة إلى ثلاث سنوات كل متسول، ولو كان من ذوي العاهات، وكل متشرد، يوجد حاملا أسلحة أو مزودا بأشياء مما يستعمل لارتكاب جنایات أو جنح.

الفصل 400

من ارتكب عمدا ضد غيره جرحا أو ضربا أو أي نوع آخر من العنف أو الإيذاء سواء لم ينتج عنه مرض أو عجز عن الأشغال الشخصية أو نتج عنه مرض أو عجز لا تتجاوز مدته عشرين يوما، يعاقب بالحبس من شهر واحد إلى سنة وغرامة من مائة وعشرين إلى خمسمائة درهم، أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو التردد أو استعمال السلاح تكون العقوبة الحبس من ستة شهور إلى سنتين والغرامة من مائتين إلى ألف درهم.

الفصل 401

إذا كان الجرح أو الضرب أو غيرهما من أنواع العنف أو الإيذاء قد نتج عنه عجز تتجاوز مدته عشرين يوما، فإن العقوبة تكون الحبس من سنة إلى ثلاث سنوات وغرامة من مائة وعشرين إلى ألف درهم.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو التردد أو استعمال السلاح، تكون العقوبة الحبس من سنتين إلى خمس، والغرامة من مائتين وخمسين إلى ألفي درهم.

ويجوز أن يحكم على مرتكب الجريمة، علاوة على ذلك، بالحرمان من واحد أو أكثر من الحقوق المشار إليها في الفصل 40 وبالمنع من الإقامة من خمس سنوات إلى عشر.

الفصل 402

إذا كان الجرح أو الضرب أو غيرهما من وسائل العنف أو الإيذاء قد نتج عنه فقد عضو أو بتره أو الحرمان من منفعة أو عمى أو عور أو أي عاهة دائمة أخرى، فإن العقوبة تكون السجن من خمس إلى عشر سنوات.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو التردد أو استعمال السلاح، تكون العقوبة السجن من عشر إلى عشرين سنة.

الفصل 403

إذا كان الجرح أو الضرب أو غيرهما من وسائل الإيذاء أو العنف قد ارتكب عمداً، ولكن دون نية القتل، ومع ذلك ترتب عنه الموت، فإن العقوبة تكون السجن من عشر إلى عشرين سنة.

وفي حالة توفر سبق الإصرار أو التردد أو استعمال السلاح تكون العقوبة السجن المؤبد.

الفصل 404

يعاقب كل من ارتكب عمداً ضرباً أو جرحاً أو أي نوع آخر من العنف أو الإيذاء ضد أحد أصوله أو ضد كافلة أو ضد زوجه كما يلي :

1 - في الحالات المنصوص عليها في الفصولين 400 و401، ضعف العقوبة المقررة لكل حالة، حسب التفصيلات المشار إليها فيهما.

2 - في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من الفصل 402، السجن من عشر إلى عشرين سنة. أما في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الثانية، فهي السجن من عشرين إلى ثلاثين سنة.

3 - في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من الفصل 403، السجن من عشرين سنة إلى ثلاثين سنة. أما في الحالة المنصوص عليها في الفقرة الثانية، فهي السجن المؤبد.

الفصل 407

من ساعد، عن علم، شخصا في الأعمال المحضرة أو المسهلة لانتحاره أو زوده بالسلاح أو السم أو الأدوات اللازمة للانتحار، مع علمه بأنها ستستعمل لهذا الغرض يعاقب، في حالة وقوع الانتحار، بالحبس من سنة إلى خمس.

الفصل 409

إذا نتج عن الضرب أو الجرح أو العنف أو الإيذاء أو الحرمان المشار إليه في الفصل السابق مرض أو ملازمة للفراش أو عجز عن العمل تتجاوز مدته عشرين يوماً أو إذا توفر سبق الإصرار أو التردد أو استعمال السلاح، فعقوبته الحبس من سنتين إلى خمس.

و يجوز علاوة على ذلك، أن يحكم على مرتكب الجريمة بالحرمان من واحد أو أكثر من الحقوق المشار إليها في الفصل 40 وبالمنع من الإقامة من خمس سنوات إلى عشر.

الفصل 441

من دخل أو حاول الدخول إلى مسكن الغير، باستعمال التدليس أو التهديد أو العنف ضد الأشخاص أو الأشياء، يعاقب بالحبس من شهر إلى ستة أشهر وغرامة من مائة وعشرين إلى مائتين وخمسين درهماً.

وإذا انتهكت حرمة المسكن ليلاً، أو باستعمال التسلق أو الكسر أو بواسطة عدة أشخاص، أو إذا كان الفاعل أو أحد الفاعلين يحمل سلاحاً ظاهراً أو مخبأً، فالعقوبة الحبس من ستة أشهر إلى ثلاث سنوات والغرامة من مائة وعشرين إلى خمسمائة درهم.

الفصل 447

كل مدير أو مساعد أو عامل في مصنع، إذا أفشى أو حاول إفشاء أسرار المصنع الذي يعمل به، سواء كان ذلك الإفشاء إلى أجنبي أو إلى مغربي مقيم في بلد أجنبي يعاقب بالحبس من سنتين إلى خمس سنوات وغرامة من مائة وعشرين إلى عشرة آلاف درهم.

وإذا أفشى هذه الأسرار إلى مغربي مقيم بالمغرب، فعقوبته الحبس من ثلاثة أشهر إلى سنتين والغرامة من مائة وعشرين إلى مائتين وخمسين درهماً.

ويحكم بالحد الأقصى المقرر في الفقرتين السالفتين حتما، إذا كانت الأسرار متعلقة بمصنع للسلاح أو الذخيرة الحربية مملوك للدولة.

وفي جميع الأحوال، يجوز أن يحكم على مرتكب الجريمة بالحرمان من واحد أو أكثر من الحرق المشار إليها في الفصل 40 من خمس سنوات إلى عشر.

الفصل 499 (الفقرة 7)

ترفع العقوبات المنصوص عليها في الفصل السابق إلى الحبس من سنتين إلى عشر سنوات وغرامة من عشرة آلاف إلى مليوني درهم في الحالات الآتية :

.....

7 - إذا كان مرتكب الجريمة حاملا لسلاح ظاهر أو مخبأ ؛

.....

الفصل 507

يعاقب على السرقة بالسجن المؤبد إذا كان السارقون أو أحدهم حاملا لسلاح، حسب مفهوم الفصل 303، سواء كان ظاهرا أو خفيا، حتى ولو ارتكب السرقة شخص واحد وبدون توفر أي ظرف آخر من الظروف المشددة.

وتطبق نفس العقوبة، إذا احتفظ السارقون أو احتفظ أحدهم فقط بالسلاح في الناقلات ذات المحرك التي استعملت لنقلهم إلى مكان الجريمة أو خصصت لهروبهم.

الفصل 570

يعاقب بالحبس من شهر إلى ستة أشهر وغرامة من مائة وعشرين إلى خمسمائة درهم من انتزع عقارا من حيازة غيره خلسة أو باستعمال التدليس.

فإذا وقع انتزاع الحيازة ليلا أو باستعمال العنف أو التهديد أو التسلق أو الكسر أو بواسطة أشخاص متعددين أو كان الجاني أو أحد الجناة يحمل سلاحا ظاهرا أو مخبأ فإن الحبس يكون من ثلاثة أشهر إلى سنتين والغرامة من مائة وعشرين إلى سبعمائة وخمسين درهما.

الفصل 609 (الفقرتين 12 و 16)

يعاقب بغرامة من عشرة إلى مائة وعشرين درهما.

من ارتكب إحدى المخالفات الآتية:

.....

12 - من سلم سلاحا إلى شخص لا خبرة له فيه، أو لا يتمتع بقواه العقلية.

.....

36 - من تسبب في موت أو جرح حيوان أو دابة مملوكة للغير، بإحدى الوسائل الآتية:

- استعمال أو استخدام سلاح دون احتياط أو عن رعونة أو إلقاء أحجار أو أجسام صلبة.

.....

Translated from Arabic

Kingdom of Morocco

Laws and articles of the Penal Code relating to small arms and light weapons

In the Moroccan Penal Code, article 303, "weapons" are defined as all firearms and explosives and all equipment, instruments or objects that could be used to stab, bludgeon, cut or strangle. The Code outlaws absolutely possession of or trafficking in military arms, and subjects the import of all other weapons and ammunition to administrative regulations that are intended to ensure that they are used for their proper purpose. The import and possession of and trade in those weapons is regulated by a set of laws that include the following:

- Dahir [royal decree] of 14 April 1914, which concerns the import and circulation of and trafficking in explosives. That decree was altered and supplemented by those of 14 March 1933, 9 May 1936, 24 January 1940 and 30 January 1954;
- Dahir of 11 March 1936, concerning the prohibition of the export and temporary import and maritime transportation of materiel;
- Dahir of 31 March 1937, which regulates the import of, trade in and storage of arms and ammunition;
- Ministerial decree of 24 January 1940, amending the ministerial decree of 2 January 1932 that regulated the use of explosives in stone quarries and ports;
- Dahir of 30 January 1954, concerning supervision of the use of explosives;
- Dahir of 2 September 1958, concerning penalties for infractions of legislation on weapons, ammunition and explosive materials.

The Penal Code defined weapons in article 303, and in article 303 bis provided penalties for the unwarranted possession thereof. Weapons are considered an aggravating condition in many of the crimes provided for in the following articles:

Article 169:

The penalty for any attack of which the aim is to put an end to the regime or replace it with a different regime, change the succession to the throne, or incite the people to bear arms against the authority of the King is life imprisonment.

Article 181, paragraph 1:

Any Moroccan who, in time of peace or war, bears arms against his own country shall be considered a traitor and subject to the death penalty.

Article 201:

Any attempt on the internal security of the country shall be considered a capital crime, and anyone who carries out an attack of which the aim is to provoke civil war by arming a section of the population or prompting it to take up arms against another population group, or to provoke devastation, massacre and plunder in settlements and regions, shall be liable to the death penalty.

Any person who hatches a plot for that purpose, which leads to the carrying out of an operation or plans for the implementation of such shall be liable to a term of imprisonment of between 5 and 20 years. If the plot does not have any consequences, the term of imprisonment shall range from one to five years. Any person whose calls to conspiracy are not heeded shall be liable to a term of imprisonment of between six months and three years.

Article 202, paragraph 4:

Any attempt on the internal security of the country shall be considered a capital crime and any person who, without orders or permission from the legitimate authorities, forms an armed group or orders the formation of such; employs or enlists soldiers or orders such action; or who supplies soldiers with arms or ammunition, shall be liable to the death penalty.

Article 203:

Any attempt on the internal security of the country shall be considered a capital crime and a death penalty shall be passed on any person who leads an armed group or occupies any sort of office or leadership position therein with the aim of seizing public assets or overrunning State-owned real estate, property, squares, cities, fortresses, centres, shops, warehouses, ports, ships or vessels; and when the aim is to seize or divide up public property that is either State-owned or owned by a particular group of citizens, with a view to attacking or resisting public forces that are pursuing the perpetrators of such crimes.

The same penalty shall apply to any person who facilitates the operation or formation of a seditious group or orders one to be formed, organizes such a group or orders one to be organized, knowingly and voluntarily provides such a group with weapons, ammunition or criminal materials, sends it supplies or provides the group or its leadership with any other type of assistance.

Article 208:

Any person who is aware of the intentions and nature of such armed groups as are referred to in articles 171, 203 and 205 and voluntarily and without compulsion provides them with accommodation, refuge or a meeting place shall be liable to a term of imprisonment of between 5 and 10 years.

Article 218-1, paragraph 6:

The manufacture, possession, transport, circulation or use of weapons, explosives or ammunition in contravention of the provisions of the law is considered a terrorist act when part of an individual or group plan to sabotage public order by means of intimidation, terror or violence.

Article 231-3:

Without prejudice to more severe penalties, any person responsible for torture is liable to a term of imprisonment of between 10 and 20 years and a fine of between 20,000 and 50,000 Moroccan dirhams when the following conditions are met:

- The victim is a judge, public servant or official who is carrying out his duties;
- The victim is a witness, victim or civil party who is giving evidence, making a complaint or bringing a case or the torture is intended to prevent the victim doing any of the foregoing;
- The perpetrators are a group of people who constitute actors or participants;
- The torture is premeditated or weapons or the threat thereof are used.

Article 231-5:

Without prejudice to more severe penalties, if torture results in the loss or amputation of a limb or loss of its use, total or partial blindness, or any other permanent disability, the penalty shall be a term of imprisonment of between 10 and 20 years.

When the torture was premeditated or weapons were used, the penalty shall be a term of imprisonment of between 20 and 30 years.

Article 231-6:

Without prejudice to more severe penalties, when torture unintentionally leads to death, the penalty shall be a term of imprisonment of between 20 and 30 years. If there was premeditation or weapons were used, the penalty shall be life imprisonment.

Article 295:

Other than in the cases of collusion provided for in article 129, a term of imprisonment of between 5 and 10 years shall be the penalty for anyone who, knowingly and voluntarily, provides members of the group or pact with weapons, ammunition or the means of carrying out a crime; monetary assistance or means of subsistence, communication or transport; a place in which to meet, live or take refuge; assists them in disposing of what they acquire by means of their criminal operations, or who provides them with any other form of assistance.

However, the sentencing court may exempt from those penalties the relatives or in-laws, to the fourth degree, of one of the members of the group or pact when they provided that member with lodging or means of subsistence for himself alone.

Article 301:

When a seditious act is undertaken by one or two persons, the penalty shall be a term of imprisonment of between one month and one year and a fine of between 60 and 100 dirhams.

If one of the perpetrators of the crime is armed, the prison term shall be between three months and two years, and the fine between 100 and 500 dirhams.

Article 302:

Any act of sedition that is carried out by more than two persons acting together shall be penalized by a term of imprisonment of between one and three years and a fine of between 100 and 1,000 dirhams.

If two or more members of the group were openly armed, the prison term shall be between two and five years and the fine between 100 and 1,000 dirhams.

If any member of the group is carrying a concealed weapon, the penalty provided for in the preceding paragraph shall apply to him personally.

Article 303:

For the purposes of the application of this Code, the following are considered as weapons: all firearms, all explosives, all equipment, instruments or objects that could be used to stab, bludgeon, cut or strangle.

Article 303 bis:

Without prejudice to the penalties for contravening the provisions relating to arms, munitions and explosive devices, anyone who was arrested in circumstances that constitute a threat to public order or the safety of persons or property and is found to be carrying a piece of equipment, instrument or object that could be used to stab, bludgeon, cut or strangle, and the same is not justified by his profession or a legitimate cause, shall be liable to a term of imprisonment of between one month and one year and a fine of between 1,200 and 5,000 dirhams or one of those penalties.

Article 312:

Any person designated in the preceding article who facilitates or assists the escape of a prisoner or attempts to do so, even when the prisoner is unaware of that intention and even when no escape was effected or attempted by the prisoner, is considered to be guilty of collusion in escape

and shall be liable to a term of imprisonment of between two and five years. The same penalty shall be imposed even when the assistance in escape consisted only of a voluntary failure to act.

The penalty may be doubled if the assistance provided included the provision of arms.

In all cases, in addition to the foregoing, the guilty party must be denied any public office or employment for a period of no more than 10 years.

Article 313:

Even when no escape was effected, any person not referred to in article 311 who facilitates or assists the escape of a prisoner or attempts to do so shall be liable to a term of imprisonment of between one and six months and a fine of between 120 and 500 dirhams.

When the case involves any corruption of or connivance with guards, the prison term shall be between six months and two years and the fine between 250 and 1,000 dirhams.

Article 331:

Any street person, even when with a disability or homeless, who is found to be carrying arms or anything that could be used to commit a crime or misdemeanour shall be imprisoned for a term of between one and three years.

Article 400:

Anyone who deliberately causes injury to or beats another person, or uses any other type of violence or harm against them, both when those acts have caused no illness or incapacitation and when they have led to an illness or incapacity that has not lasted for more than 20 days, shall be liable to a term of imprisonment of between one month and one year and a fine of between 120 and 500 dirhams or one of the two.

When the violence was premeditated, an ambush was arranged or arms were used, the penalty shall be a term of imprisonment of between six months and two years and a fine of between 200 and 1,000 dirhams.

Article 401:

If the wounding, beating or other type of violence or harm caused incapacitation that lasted for more than 20 days, the penalty shall be a term of imprisonment of between one and three years and a fine of between 120 and 1,000 dirhams.

When the violence was premeditated, an ambush was arranged or arms were used, the penalty shall be a term of imprisonment of between two and five years and a fine of between 250 and 2,000 dirhams.

The perpetrator may, furthermore, be deprived of one or more of the rights provided for in article 40 of this Code and be denied residence for between 5 and 10 years.

Article 402:

If the wounding, beating or other type of violence or harm resulted in the loss or amputation of a limb or loss of its use, total or partial blindness, or any other permanent disability, the penalty shall be a term of imprisonment of between 5 and 10 years.

When the violence was premeditated, an ambush was arranged or arms were used, the penalty shall be a term of imprisonment of between 10 and 20 years.

Article 403:

If the wounding, beating or other type of violence or harm was deliberately inflicted, but without the intention to kill, and nevertheless resulted in death, the penalty shall be a term of imprisonment of between 10 and 20 years.

When the violence was premeditated, an ambush was arranged or arms were used, the penalty shall be life imprisonment.

Article 404:

Anyone who deliberately causes injury to or beats another person, or uses any other type of violence or harm against one of his progenitors, his legal guardian or his wife shall be penalized as follows:

1. In the cases provided for in articles 400 and 401, the penalty shall be double that provided for each case, on the basis of the particulars referred to therein.
2. In the case provided for in article 402, paragraph 1, the penalty shall be a term of imprisonment of between 10 and 20 years. In the case provided for in paragraph 2, the penalty shall be a term of imprisonment of between 20 and 30 years.
3. In the case provided for in article 403, paragraph 1, the penalty shall be a term of imprisonment of between 20 and 30 years. In the case provided for in paragraph 2, the penalty shall be life imprisonment.

Article 407:

Any person who knowingly assists a person in preparations for or facilitates that person's suicide or provides arms, poison or equipment necessary for suicide, in the knowledge that they would be used for that purpose, shall be liable, if the suicide takes place, to a term of imprisonment of between one and five years.

Article 409:

If the wounding, beating or other violence, harm or deprivation referred to in the preceding paragraph causes illness, immobilization or inability to work that lasts for more than 20 days, or when the violence was premeditated, an ambush was arranged or arms were used, the penalty shall be a term of imprisonment of between two and five years.

The perpetrator may, furthermore, be deprived of one or more of the rights provided for in article 40 of this Code and be denied residence for between 5 and 10 years.

Article 441:

Any person who, by means of fraud, threats or violence against persons or property, enters or attempts to enter the dwelling of another person shall be liable to a term of imprisonment of between one and six months and a fine of between 120 and 250 dirhams.

If the violation of the premises took place at night, or was effected through climbing or breaking in, or involved a number of persons, or if the perpetrator or one of the perpetrators was openly or covertly carrying a weapon, the penalty shall be a term of imprisonment of between six months and three years and a fine of between 120 and 500 dirhams.

Article 447:

Any factory director, assistant or worker who communicates or attempts to communicate to a foreigner or to a Moroccan resident in another country any secrets relating to the factory in which he works shall be liable to a term of imprisonment of between two and five years and a fine of between 120 and 10,000 dirhams.

If such secrets are communicated to a Moroccan national residing in Morocco, the penalty shall be a term of imprisonment of between three months and two years and a fine of between 120 and 250 dirhams.

Should those secrets refer to a State military arms or ammunition factory, the penalty shall be the maximum provided for in the two preceding paragraphs.

In all cases, the perpetrator may be deprived of one or more of the rights provided for in article 40 of this Code for between 5 and 10 years.

Article 499, paragraph 7:

The penalties provided for in the preceding paragraph shall be increased to a term of imprisonment of between 2 and 10 years and a fine of between 10,000 and 2 million dirhams if the perpetrator of the crime was openly or covertly carrying a weapon.

Article 507:

The penalty for robbery shall be life imprisonment when the robbers or one of their number were openly or covertly carrying a weapon as defined in article 303, and even when the robbery was carried out by a person acting alone and when there were no other aggravating circumstances.

The same penalty shall apply if the guilty parties or one of their number left the weapon in the motor vehicle in which they reached the scene of the crime or which they used to effect their escape.

Article 570:

Any person who, by means of trickery or fraud, misappropriates real estate belonging to another person shall be liable to a term of imprisonment of between one and six months and a fine of between 120 and 500 dirhams.

If that misappropriation took place at night, or was effected by use of force or threat, or by climbing or breaking in, or involved a number of persons, and if one or more of the perpetrators was openly or covertly carrying a weapon, the term of imprisonment shall be between three months and two years and the fine between 120 and 750 dirhams.

Article 609, paragraphs 12 and 36:

A fine of between 10 and 120 dirhams shall be imposed on any person who commits one of the following misdemeanours:

12. Gives a weapon to a person with no experience in its use or who is mentally deficient.

36. Causes the death or injury of an animal or riding animal belonging to another person by one of the following means:

Careless or improper use of a weapon, or the throwing of stones or other hard objects.
